

## Plan de transition entre l'équipe centralisée, les pôles d'expertise et les établissements, du 16 juin 2018 jusqu'à la fin de juin 2021

### Phase 1 : période du 16 juin 2018 au 16 juin 2019

#### ❖ Tâches de l'équipe centralisée

- Accueil téléphonique, réponses aux questions du public.
- Inscription (ou retrait) des refus.
- Divulgence de l'identité primaire de l'adopté.
- Divulgence de l'identité d'un parent d'origine décédé depuis plus de 12 mois.
- Exécution des recherches concernant les demandes de divulgation de l'identité d'un parent d'origine vivant, mère ou père, fratrie (demandes concernant la divulgation de l'identité et les contacts).

L'inscription ou le retrait des refus sont traités en priorité. L'objectif est de traiter toutes les demandes reçues de ce type, sans exception, d'ici le 16 juin 2019<sup>1</sup>.

#### *Traitement des demandes*

Lors de la mise en service de la ligne 1 888, l'équipe centralisée a rapidement constaté qu'une grande partie des dossiers d'adoption n'avaient pas été numérisés et que les usagers n'avaient pas été saisis dans le système d'informations Projet intégration jeunesse (PIJ). Conséquemment, des moyens alternatifs ont été mis en place pour repérer les dossiers d'adoption pour lesquels une demande a été reçue. Parmi ceux-ci, l'envoi hebdomadaire aux établissements concernés d'une liste des dossiers recherchés<sup>2</sup>.

Au sein de l'équipe centralisée, l'organisation du travail est la suivante :

1. Une agente administrative ouvre un dossier à la réception de toutes les pièces requises correspondant à la demande.
2. Un membre de l'équipe examine le dossier ouvert, localise le dossier d'adoption correspondant et s'adresse à l'établissement qui détient celui-ci pour obtenir les informations requises.
3. À la réception des informations nécessaires au traitement, la demande est ensuite assignée à une intervenante. Toutes les demandes mises en suspens concernant la divulgation de l'identité d'un parent d'origine vivant requièrent que l'intervenant, à qui le dossier a été assigné, communique avec le parent d'origine, après le 16 juin 2019 pour lui donner l'opportunité d'inscrire un refus au contact avant de transmettre les informations au demandeur.

<sup>1</sup> On rapporte une grande souffrance de la part des personnes qui enregistrent ce type de refus. Certaines d'entre elles ont été référées vers les services de psychothérapie des CLSC, avec la garantie du secret professionnel.

<sup>2</sup> Un soutien financier a également été transmis aux établissements pour accélérer la numérisation des dossiers d'adoption pour une meilleure performance d'ADOQI.

### *Particularités : dossiers en suspens et cas complexes*

Pendant cette période, s'il s'agit d'une demande de divulgation de l'identité d'un parent d'origine vivant, le dossier est préparé avec l'ensemble des informations requises et ensuite, mis en suspens jusqu'au 16 juin 2019.

Par ailleurs, deux catégories de demandes concernant la divulgation de l'identité du parent biologique ont un degré de complexité plus élevé pour l'équipe centralisée. Ce sont les cas soupçonnés d'adoption privée qui requièrent des recherches plus poussées auprès des greffes et des hôpitaux pour obtenir les informations demandées, ainsi que les dossiers qui requièrent une recherche plus poussée pour la localisation d'un parent d'origine vivant dont l'adresse n'est plus valide.

### ❖ **Tâches des établissements**

Les établissements ont les responsabilités suivantes :

- Recevoir des demandes reliées à la divulgation de l'identité primaire de l'adopté ou d'un parent d'origine et rediriger ces demandes vers l'équipe centralisée.
- Saisie des usagers dans PIJ et numérisation des dossiers d'adoption.
- Transmission des informations requises par l'équipe centralisée.
- Réalisation des sommaires des antécédents sociobiologiques.
- Transmissions à l'usager d'informations « sensibles » contenues au sommaire des antécédents sociobiologiques.
- Activités liées aux retrouvailles.

### **Phase 2 : période du 16 juin 2019 au 1<sup>er</sup> octobre 2019**

Un ordre de priorité dans le traitement des demandes a été établi :

- Celles pour lesquelles il est urgent de répondre en raison d'une problématique médicale;
- Celles pour lesquelles il est urgent de répondre en raison du délai depuis la réception de la demande (plus de douze mois);
- Celles pour lesquelles il est urgent de répondre en raison de l'âge des demandeurs.

### ❖ **Tâches de l'équipe centralisée pour l'ensemble des régions**

- Accueil téléphonique, réponses aux questions du public.
- Traitement des demandes de divulgation d'identité reçues avant le 16 juin 2019 et mises en suspens (à l'exception des cas complexes qui sont transférés aux établissements).
- Traitement des demandes reçues après le 16 juin concernant :
  - L'inscription (ou le retrait) de refus.
  - La divulgation de l'identité primaire de l'adopté.
  - La divulgation de l'identité d'un parent d'origine décédé depuis plus de 12 mois.
  - La divulgation de l'identité d'un parent d'origine vivant, mère ou père, fratrie (demandes concernant la divulgation de l'identité et les contacts).

## ❖ Tâches des établissements

Les établissements ont les responsabilités suivantes :

- Recevoir les demandes reliées à la divulgation de l'identité primaire de l'adopté ou d'un parent d'origine et rediriger ces demandes vers l'équipe centralisée.
- Saisie des usagers dans PIJ et numérisation des dossiers d'adoption.
- Transmission des informations requises par l'équipe centralisée.
- Réalisation des sommaires des antécédents sociobiologiques.
- Transmission à l'utilisateur d'informations « sensibles » contenues au sommaire des antécédents sociobiologiques.
- Activités liées aux retrouvailles.

### Phase 3 : période du 1<sup>er</sup> octobre 2019 au 30 novembre 2020

L'équipe centralisée maintiendra la ligne centralisée et poursuivra l'accueil de nouvelles demandes jusqu'au 30 novembre 2020. Cette date de fin pourrait être devancée selon la capacité du réseau à reprendre les activités régulières et à celle des pôles de soutenir les établissements.

## ❖ Mise en place des pôles d'expertise

Les établissements suivants ont été identifiés pour dispenser des services en soutien aux autres établissements du réseau :

- Le CIUSSS de la Capitale-Nationale sera en soutien aux régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay – Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord, de la Gaspésie et de Chaudière-Appalaches.
- Le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal sera en soutien aux régions de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides.
- Le CISSS de la Montérégie-Est sera en soutien aux régions de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec ainsi que de l'Estrie.
- Le CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal (Batshaw) sera en soutien à l'ensemble des régions concernant les demandes en anglais ou nécessitant des recherches en vue de retrouvailles à l'extérieur de la province.

Des ententes de services seront conclues pour réaliser les tâches suivantes :

- Faire la recherche et la localisation des personnes en soutien à une demande de recherche d'antécédents ou de retrouvailles.
- Préparer et rédiger les sommaires des antécédents, incluant les compléments de sommaire.

Les quatre pôles entreront en fonction en deux séquences.

### I. Septembre 2019 à mars 2020

Les demandes reçues par l'équipe centralisée qui n'ont pas été assignées et qui proviennent des usagers des CISSS de la Montérégie-Est, CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, CIUSSS de la Capitale-Nationale et CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal font l'objet d'un transfert entre septembre 2019 et la fin du mois de mars 2020.

Durant cette période, l'équipe centralisée :

- Poursuis le traitement des demandes ayant déjà été assignées.
- Accueille, assigne et traite les nouvelles demandes provenant de l'ensemble des établissements.
- Redirige les nouvelles demandes en provenance d'usagers dont le dossier est situé dans un établissement ayant le statut de pôle.

## II. Mars 2020 à novembre 2020

Le transfert des demandes reçues par l'équipe centralisée, en provenance des autres établissements vers les pôles, pourrait débuter entre **juin 2020** (CISSS de la Montérégie-Est et CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal) et se terminer à la fin **novembre 2020** (CIUSSS de la Capitale-Nationale et CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal).

Pour ce faire, les établissements desservis doivent signer une entente de services avec leur pôle conformément à l'article 108 de la Loi sur les services de santé et de services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2). Un modèle d'entente est actuellement en élaboration par le CIUSSS de la Capitale-Nationale et le CISSS de Chaudière-Appalaches.

Il est à noter que tous les établissements seront invités à signer une entente de services avec le CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal pour la prestation de services en langue anglaise.

### **Phase 4 : période du 1<sup>er</sup> décembre 2020 au 30 juin 2021**

L'équipe centralisée n'accueille plus de nouvelles demandes à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2020, afin de finaliser le traitement de celles déjà assignées.

#### ❖ **Tâche de l'équipe centralisée**

- Traitement des demandes de divulgation d'identité assignées jusqu'au **30 novembre 2020**.

#### ❖ **Établissements**

- Inscription (ou retrait) des refus.
- Accueil et réception des demandes reliées aux antécédents sociobiologiques.
- Transmission des demandes de recherche aux pôles.
- Réponses à l'utilisateur.
- Activités liées aux retrouvailles.

### ❖ Tâches spécifiques des pôles d'expertise

- Traitement des demandes transférées par l'équipe centralisée.
- Soutien aux demandes des établissements : recherche concernant les demandes d'antécédents, recherche pour la localisation de personnes en vue de retrouvailles et rédaction des sommaires.

### Phase 5 : à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021

L'équipe centralisée cessera ses activités à compter **du 1<sup>er</sup> juillet 2021**. Toutes les demandes des usagers qui n'auront pas été traitées par l'équipe centralisée seront acheminées aux établissements des régions où l'adoption a été réalisée.

Les pôles d'expertise offriront un soutien à ces établissements conformément aux ententes convenues. Ces ententes seront renouvelables chaque année.

La Direction des services de protection de la jeunesse et de justice pénale pour les adolescents du ministère de la Santé et des Services sociaux demeurera en soutien aux établissements dans l'accomplissement des nouvelles responsabilités qui leur sont confiées.

## Dossier adoption Contenu

### VOLET IDENTIFICATION (ENFANT ET PARENTS BIOLOGIQUES)

- Feuille d'identification des parents biologiques / enfant

La section identification ne devrait concerner que l'enfant et le parent biologique.

---

Constat de naissance de l'enfant – incluant renseignements médicaux sur la naissance -

---

Certificat de naissance de l'enfant

---

Déclaration de naissance de l'enfant

---

Certificat de baptême primaire et après adoption de l'enfant

---

Certificats de décès des parents biologiques

### VOLET LÉGAL / JUDICIAIRE

---

Autorisation d'un autre DPJ du suivi adoption

---

Demande en déplacement

---

Jugement en déplacement

---

Consentement à l'adoption signé par les parents biologiques ou le tuteur

---

Consentement de l'adopté (10 ans et plus)

---

Déclaration solennelle relative au consentement

---

Jugement tutelle (lorsque le consentement est donné par le tuteur)

---

Demande en restitution

---

Demande pour déclaration d'admissibilité à l'adoption et des pièces déposés au dossier

---

Certificat de non-appel de la déclaration d'admissibilité à l'adoption

---

Déclaration solennelle des parents adoptifs

---

## Dossier adoption Contenu

---

Certificat de naissance des parents adoptifs

---

Certificat de mariage des parents adoptifs

---

Certificat de divorce des parents adoptifs, si le couple est divorcé

---

Entente de placement en vue d'adoption pour l'adoption régulière

---

Demande pour ordonnance de placement en vue d'une adoption

---

Demande pour un jugement

---

Jugement en adoption et ensemble des jugements relatifs à l'adoption : jugement sur la déclaration d'admissibilité en adoption, jugement sur l'ordonnance de placement, jugement sur la révocation d'ordonnance, etc.)

---

### VOLET CLINIQUE

Histoire clinique de l'enfant :

- Rapport E/O
- Rapports déposés au tribunal
- Rapport de réadaptation
- Autres rapport PJ
- Mesures volontaires

Jugements concernant l'enfant

---

- Évaluation de réadaptation (ex. GED)

Rapports des professionnels de santé concernant les parents biologiques (évaluation psychologique, psychiatrique, etc.)

---

Suivi d'activités des entrevues relatives au consentement

---

Suivi d'activités à partir de la DAA ou du consentement

---

Rapport clinique à la Cour en vue d'une demande d'admissibilité à l'adoption

---

Rapport complémentaire pour une admissibilité à l'adoption

---

Rapport d'évolution de l'enfant en vue de l'ordonnance de placement et du jugement d'adoption

---

Rapport d'évaluation du lien d'attachement enfant-milieu de vie

---

Rapport en restitution

---

## Dossier adoption

### Contenu

#### VOLET CORRESPONDANCE

Correspondances avec autres organismes ou personnes de l'extérieur

Toute correspondance après l'ordonnance de placement notamment lettre à la RAMQ, lettres aux hôpitaux ou CLSC pour changement de nom aux archives et lettre à la chancellerie

#### VOLET ADMINISTRATIF

Lettre du DPJ pour inscription au Régime québécois d'assurance parentale

Demande de prestation fiscale canadienne pour enfants

Formulaire de demande d'aide financière à l'adoption

#### VOLET ANTÉCÉDENTS ET RETROUVAILLES

Photo(s)

Sommaire et recueil des antécédents sociobiologiques de l'enfant et du parent adoptif

Refus à l'identification ou au contact du parent biologique et de l'enfant

Entente de communication convenue entre les parents biologiques et les parents adoptifs

Les renseignements que peut obtenir l'établissement en vertu 583 du C.c.Q, et définis à l'article 71.3.13 de la LPJ:

1° les renseignements contenus aux dossiers judiciaires ayant trait à l'adoption de l'enfant et le jugement d'adoption détenus par les tribunaux, malgré l'article 582 du Code civil ainsi que l'article 16 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01);

2° l'avis d'adoption détenu par le ministère de la Santé et des Services sociaux;

3° les renseignements contenus au registre de l'état civil, y compris, malgré l'article 149 du Code civil, ceux contenus à l'acte de naissance primitif de l'adopté détenu par le directeur de l'état civil;

4° la signature du parent d'origine contenue au dossier d'utilisateur détenu par un établissement;

5° dans les documents détenus par les ministères et organismes publics et dans les dossiers d'utilisateurs détenus par les établissements : le nom et les coordonnées, récents ou passés, de la personne que l'établissement sait ou présume être l'adopté ou son parent ou ascendant d'origine et ceux du conjoint de cette personne ainsi que leur sexe, leurs date et lieu de naissance et, le cas échéant, d'union conjugale et de décès. ».



---

## 1 Règles et directives concernant la création et la conservation du dossier d'adoption de l'enfant

---

- Le dossier d'adoption est soumis aux règles du Code civil à l'article 582.
- Le dossier d'adoption sera créé dans le module adoption à la signature du consentement à l'adoption ou au jugement en déclaration d'admissibilité à l'adoption.
- Le dossier d'adoption est ouvert sous le nom primaire de l'enfant.
- Le décès de l'enfant n'entraîne pas la destruction du dossier d'adoption.
- Les seuls cas pouvant justifier la destruction des données du dossier d'adoption concernent les situations où il y a rétractation du consentement ou restitution judiciaire (*les règles devront être spécifiées*).
- Lorsqu'un dossier adoption est ouvert dans plus d'un établissement pour le même enfant, les documents doivent être regroupés dans le dossier de l'établissement ayant réalisé la DAA ou recueilli le consentement.

---

## 2 Constitution du dossier d'adoption de l'enfant

---

- Le dossier d'adoption est constitué de six volets différents : le volet identification, le volet légal et judiciaire, le volet clinique, le volet correspondance, le volet administratif et le volet antécédents et retrouvailles.
- Les documents rassemblés sous chacun des volets constituent le dossier d'adoption. Sauf exception, tous les documents existants sont obligatoires, selon le processus d'adoption propre à l'enfant.
- Il est privilégié de déposer les copies officielles (papier ou numériques) des documents lorsqu'elles sont disponibles. Si les copies officielles ne sont pas disponibles, des copies certifiées conformes peuvent être déposées au dossier.
- Même si certains documents sont conservés dans les dossiers relatifs à l'adoption du contentieux, il est nécessaire de les verser dans le dossier adoption. En effet, les dossiers du contentieux sont soumis à des règles de conservation particulières qui comportent un délai minimal, mais aucun délai maximal.

---

## 3 Règles et directives concernant la création et la constitution d'un dossier d'adoption à la suite d'une notification d'un jugement d'adoption adressée au DPJ

---

- L'art. 456.1 du Code de procédure civile prévoit que le greffier notifie tout jugement relatif à l'adoption d'un enfant mineur au DPJ (incluant les adoptions sur consentement spécial et les adoptions réalisées à partir d'une D.A.A. demandées par une autre personne que le DPJ et les adoptions coutumières), un dossier adoption sera alors ouvert au nom de l'enfant.
- Lorsqu'une demande relative à une adoption est adressée par le tribunal au DPJ, un dossier sera ouvert en LSSSS au nom de l'enfant. Les demandes conservées au dossier LSSSS devront être transférées dans le dossier adoption, à la réception de la notification du jugement d'adoption.
- Les règles qui déterminent le contenu des dossiers d'adoption **ne sont pas applicables** aux dossiers d'adoption ouverts à la suite d'une notification d'une décision du tribunal.

## 4 Règles et directives concernant les autres dossiers cliniques relatifs à l'adoption

Tout au long du processus d'adoption, plusieurs dossiers peuvent être ouverts en parallèle, en LSSSS ou en LPJ.

### 4.1 Dossier LSSSS

- Le dossier LSSSS est soumis aux règles de la Loi sur les services de santé et de services sociaux art. 17 à 28.

- Un dossier LSSSS est ouvert par le CISSS au nom de la mère, lorsque les parents biologiques ont pris la décision de confier à l'adoption un enfant né ou à naître (consentement général à l'adoption).
- Un dossier LSSSS sera également ouvert au nom du père si celui-ci est connu puisque son consentement est nécessaire au projet d'adoption.
- Le dossier LSSSS sera fermé trente jours après la date de signature du consentement (ce qui correspond au délai maximal fixé pour la rétractation du consentement).
- Le dossier sera conservé selon les délais de conservation prévus à la LSSSS (après cinq ans, les dossiers électronique et physique seront détruits).
- Les éléments suivants contenus dans le dossier LSSSS doivent être transférés dans le dossier d'adoption : le suivi des activités concernant la clarification du consentement, le consentement général, les informations nominatives, le sommaire des antécédents, le génogramme. Il faut conserver en tête la nécessité de conserver des informations pour l'enfant adopté lorsqu'il voudra connaître ses origines.

## 4.2 Dossier LPJ

- Lorsque le processus d'adoption se caractérise par une déclaration d'admissibilité à l'adoption (DAA) demandée par le DPJ, un dossier est déjà ouvert au nom de l'enfant en protection de la jeunesse (LPJ).
- À la réception du jugement en DAA, le dossier d'adoption est ouvert au nom de l'enfant. À cette étape, le dossier LPJ demeure actif et un chevauchement des deux dossiers est possible jusqu'à l'expiration du délai d'appel ou jusqu'à l'ordonnance de placement, conformément à 95.0.1 de la LPJ<sup>1</sup>.
- Les informations concernant la démarche de projet de vie à l'égard d'un projet d'adoption sont inscrites dans le dossier LPJ.
- Les documents contenus dans le dossier protection de la jeunesse qui seront transférés dans le dossier adoption sont tous les rapports officiels dont l'information a été vérifiée pour confectionner un sommaire des antécédents qui rendra justice à l'histoire de l'enfant, dans l'objectif de répondre aux demandes de recherche sur les antécédents et de retrouvailles. Les jugements ne sont pas suffisants pour réaliser un tel sommaire.
- Après la DAA, le suivi des activités (rapport d'intégration dans la famille) sera enregistré dans le dossier adoption plutôt que dans le dossier protection de la jeunesse
- Les enfants ayant fait l'objet d'un consentement à l'adoption ou d'une DAA mais n'ayant jamais été adoptés disposent d'un dossier d'adoption à vocation permanente, aux mêmes titres que les enfants adoptés.

---

Ce document a été élaboré avec la collaboration de :

Nicole-Anne Vautour CISSS Montérégie-Est

Natalie Richard CISSS Montérégie-Est

Caroline Brown, CISSS Chaudière-Appalaches

Madeleine Bérard, Batshaw

Manuella Piovesan, Batshaw

Annick Bergeron, CISSS Montérégie-Est

Francine Campeau, CISSS des Laurentides

Alexandra Laberge, CISSS Chaudière-Appalaches

Sylvie Desmarais, INESSS

---

<sup>1</sup> 95.0.1 Lorsqu'un enfant est déclaré admissible à l'adoption, toutes les conclusions incompatibles de l'ordonnance visant à le protéger deviennent inopérantes après l'expiration du délai d'appel du jugement ayant déclaré l'enfant admissible à l'adoption. Toutefois, lorsque les parents ont consenti à l'adoption, les conclusions incompatibles de l'ordonnance visant à le protéger deviennent inopérantes au moment de l'ordonnance de placement de l'enfant.

Stéphanie Gadoury, INESSS  
Line Bachand, INESSS  
sous la coordination de Marie-Claude Paquette, MSSS  
2017

**NOM DU PROJET : Application du projet de loi 113**  
**Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements**  
**30 mars 2021**

État d’avancement												
Volets visés		Livrables		Échéancier		Pourcentage de progression et Statut					Risques ou points en suspens et actions requises <div>Bons coups/ Obstacles/ Actions requises</div>	Responsables/ Collaborateurs
Adoption nationale	Adoption internationale			Début	Fin							
1. VOLET DU SYSTÈME INFORMATIQUE ADOPTION												
✓	✓	Livraison versions ultérieures	Développement des versions ultérieures	Février 2019	Fin mars 2021	20	40	60	75	100	-	Responsable : Patrice Leroux  Collaboration : Maamar Ghida
✓	✓	Rédaction du cadre normatif et suivi de l’implantation du système		Janvier 2019	Mars 2021						Poursuite des rencontres du comité du cadre normatif (CN)  1 <sup>e</sup> rencontre 22 avril  Suivantes : 12 mai, 20 mai, 2 juin  Définition en cours de l'orientation pour la saisie des BM dans ADOQI	Responsable : Sylvain Dagenais
✓	✓	Modification du SIRTf et PIJ pour le paiement de l’aide financière pour favoriser la tutelle et l’adoption coutumière d’un enfant		Décembre 2018	2020	10	30	60	80	100		Responsables : Sylvain Dagenais Patrice Leroux

✓		Exploitation des données des établissements par le MSSS*	Août 2019	Septembre 2021	10	40	60	80	100		Responsables : Sylvain Dagenais Coll. DAJ
2. VOLET JURIDIQUE											
✓	✓	Soutien juridique (avis) en soutien à l'implantation du PL113	Juin 2017	Juin 2021	En continu						
✓	✓	Réalisation des ententes de collaboration avec le Direction des relations institutionnelles du MSSS, et les établissements*	Novembre 2017	2020	20	40	60	80	100		Responsable : Lydia Haddad  Collaboratrices : Jessica Mathieu, DAJ
✓	✓	Rédaction du règlement du contenu du sommaire des antécédents sociobiologiques*	Octobre 2017	?	20	40	60	80	100		Responsable : Geneviève G. Côté  Collaboratrices : Marie-Claude Paquette Amélie Poirier-Rousseau
VOLET GOUVERNANCE											
✓	✓	Collaboration avec le MJQ en soutien à l'implantation des autres volets du PL113	Juillet 2017	Juin 2021	En continu						Responsables : Marie-Claude Paquette  Collaboratrices : SAI Amélie Poirier-Rousseau
✓	✓	Solution à la problématique des jugements caviardés *	Novembre 2018	?	20	40	60	80	100		Responsable : Marie-Claude Paquette Collaboratrices : SAI Amélie Poirier-Rousseau
✓	✓	Soutien au projet	Janvier 2017	Juin 2021	En continu						Responsable : Geneviève Tremblay

✓	✓	Sélection et développement d'indicateurs	Avril 2017	2020	20	40	60	95	100		Responsable : Pie-Landry Iloud
3. VOLET COMMUNICATION											
✓	✓	Relations publiques	Mai 2018	Juin 2021	En continu						Responsable : Dominique Bédard
✓	✓	Web	Juin 2017	Juin 2021	En continu						Collaboratrice : Stéphanie Brochier
✓		Édition et diffusion du guide adoption	Mars 2018	2020	20	40	60	95	100		Responsable : Dominique Bédard
✓		Édition et diffusion du guide antécédents et retrouvailles	Mars 2018	2020	20	40	60	80	100		
✓	✓	Communications administratives	Juin 2017	Juin 2021	En continu					Discussion au sous-comité adoption 12 avril sur l'utilisation d'ADOQI et sur l'organisation d'un atelier pour clarifier l'adoption interprovinciale.	Responsables : Marie-Claude Paquette Amélie Poirier-Rousseau Collaborateur : SAI
✓		Communications réseau (DCOM avec les directions des comm. des établissements)	Mai 2018	Juin 2021	En continu						Responsable : Dominique Bédard
6. VOLET MAIN-D'ŒUVRE											
✓		Mise en œuvre de pôles de service (Engagement des RH, communication aux établissements et Mise en place des modalités de financement)	Septembre 2018	Automne 2020	20	40	60	80	100	Il a été convenu qu'un calendrier de rencontre sera fixé selon la même fréquence, pour la prochaine année. Les différents pôles s'entendent sur le besoin d'harmoniser les pratiques et d'avoir un lieu d'échange prédéfini dans le temps. Les modalités d'animation seront à être déterminées par les pôles eux-mêmes.  Le souhait est qu'un canal TEAMS (1 gestion, 1 intervenants) soit créé, principalement en lien avec l'uniformisation des recherches. Une capsule d'information pourrait être créée.	Responsables : Marie-Claude Paquette Amélie Poirier-Rousseau Collaborateurs : Patrice Leroux Sylvain Dagenais Brigitte Tremblay Julie Roy

✓		Entente de service entre les pôles et les autres établissements		Avril 2019	Automne 2020	20	40	60	80	100	<ul style="list-style-type: none"><li>- Batshaw : 2 établissements ont des questions (Estrie et CN) sont en attente du retour des ententes.</li><li>- Centre-Sud: leur manque Lanaudière, DPJ doit les relancer.</li><li>- Qc : Débute avec le prochain dossier r SAG-LAC. BSL enjeu au niveau de la numérisation de leurs archives. Gaspesie et CN signés, En attente pour Batshaw.</li></ul>	Responsable : <b>Amélie Poirier-Rousseau</b> <b>Marie-Claude Paquette</b>  Collaboratrices : <b>DAJ</b>
7. VOLET SOUTIEN À L'IMPLANTATION												
✓		Services clinique et juridique disponibles auprès des CISSS et des CIUSSS		Juillet 2017	Juin 2021	En continu						Responsable : Amélie Poirier-Rousseau
✓		Révision des guides	Guide « adoption »	Septembre 2017	Septembre 2020	20	40	60	95	100	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le groupe de réflexion sur la reconnaissance des liens préexistants de filiation se tiendra le 7 mai prochain.</li><li>• Les modifications finales a apporter au guide adoption suivront.</li></ul>	Responsable : <b>Amélie Poirier-Rousseau</b>  Collaboratrice : <b>Marie-Claude Paquette</b>
✓		Diffusion de la formation temps 3 en antécédents et retrouvailles		Automne 2019	Automne 2019	20	40	75	80	En continu		Responsable : <b>Amélie Poirier-Rousseau</b>  Collaboratrice : <b>Ginette Martel</b>
8. VOLET SPÉCIFIQUE À L'ADOPTION INTERNATIONALE												
COMPLÉTÉ												

**BONS COUPS**

**OBSTACLES**

**ACTIONS**

- Discussion au sous-comité adoption : (Marie-Claude Patrice Maamar)
- plus aucun dossier papier
  - accélération dans le traitement des dossiers : on doit se servir d’ADOQI et bien s’en servir
  - rappel sur ce qu’est une adoption interprovinciale, un atelier sera proposé
  - présentation des chiffres de la P12 : est ce fidèle à leur réalité?



LOI N° 113, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'ADOPTION ET DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS

PRÉSENTATION	6 OCTOBRE 2016 PAR MADAME STÉPHANIE VALLÉE, MINISTRE DE LA JUSTICE
CONSULTATIONS PARTICULIÈRES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE	22, 23, 24, 29 NOVEMBRE 2016
ADOPTION DU PRINCIPE	2 DÉCEMBRE 2016
ÉTUDE DÉTAILLÉE EN COMMISSION PARLEMENTAIRE	30 MAI AU 15 JUIN 2017
ADOPTION ET SANCTION	16 JUIN 2017

- OBJECTIF 1** INTRODUCTION DE L'ADOPTION AVEC RECONNAISSANCE FORMELLE D'UN LIEN PRÉEXISTANT DE FILIATION ENTRE L'ENFANT ET SON PARENT D'ORIGINE
- OBJECTIF 2** POSSIBILITÉ D'ÉTABLIR DES ENTENTES DE COMMUNICATION ENTRE L'ADOPTANT ET DES MEMBRES DE LA FAMILLE D'ORIGINE DE L'ENFANT ADOPTÉ
- OBJECTIF 3** CRÉATION DE LA TUTELLE SUPPLÉTIVE COMME ALTERNATIVE À L'ADOPTION D'UN ENFANT
- OBJECTIF 4** RECONNAISSANCE DES EFFETS JURIDIQUES DE L'ADOPTION COUTUMIÈRE TRADITIONNELLEMENT PRATiquÉE EN MILIEU AUTOCHTONE
- OBJECTIF 5** RECONNAISSANCE DES EFFETS JURIDIQUES DE LA TUTELLE COUTUMIÈRE TRADITIONNELLEMENT PRATiquÉE EN MILIEU AUTOCHTONE
- OBJECTIF 6** MODIFICATION DES RÈGLES RÉGISSANT LA CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ADOPTION ET FACILITANT LES RETROUVAILLES DE LA FRATRIE
- OBJECTIF 7** HARMONISATION DES RÈGLES CONCERNANT L'ADOPTION D'ENFANTS HORS QUÉBEC
- OBJECTIF 8** L'INTRODUCTION DE RÈGLES CONCERNANT L'ADOPTION D'ENFANTS DOMICILÉS AU QUÉBEC PAR DES PERSONNES DOMICILÉES HORS QUÉBEC

**OBJECTIF 1**

**INTRODUCTION DE L'ADOPTION AVEC RECONNAISSANCE FORMELLE D'UN LIEN PRÉEXISTANT DE FILIATION ENTRE L'ENFANT ET SON PARENT D'ORIGINE**

Objet de la modification	Articles du Code civil et de la LPJ	Articles du PL 113	Modification apportée
Forme du consentement	Art. 544.1, 568 C.c.Q.	Art.14, 23	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'adoption avec reconnaissance de la filiation d'origine sera reconnue formellement par une mention au nouvel acte de naissance de l'adopté dressé après le jugement (<b>Directeur de l'état civil : comment?</b>).</li><li>• Les consentements à l'adoption seraient donnés pour chacune des lignes paternelle et maternelle :<ol style="list-style-type: none"><li>1. soit en vue d'une adoption sans reconnaissance des liens de filiation d'origine;</li><li>2. soit en vue d'une avec reconnaissance des liens de filiation d'origine;</li><li>3. soit indifféremment en vue de l'une ou l'autre.</li></ol></li><li>• Le critère déterminant proposé est, outre l'intérêt de l'enfant, le besoin d'une identification significative pour l'enfant avec son parent d'origine ou la protection d'une telle identification.</li><li>• Le tribunal ne pourrait prononcer une adoption avec reconnaissance des liens de filiation d'origine que si la demande lui en ai faite et s'il lui est démontré qu'il est dans l'intérêt de l'enfant de reconnaître un tel lien de filiation avec son parent d'origine.</li><li>• Nonobstant le type d'adoption, le DPJ joue un rôle à deux niveaux : avant l'ordonnance de placement, il aura un devoir d'information auprès de l'enfant, des parents biologiques, du tuteur et des parents adoptants sur les caractéristiques d'une adoption avec reconnaissance ou non des liens pré existants de filiation. Dans le cas d'une adoption avec reconnaissance des liens pré existants de filiation, il devra également donner son avis au tribunal quant à l'intérêt de l'enfant à ce qu'il y ait une telle reconnaissance (par témoignage ou preuve documentaire).</li><li>• Le tribunal peut soit accueillir la demande qui lui est faite ou la rejeter en tenant compte de l'avis du DPJ.</li></ul>
Ordonnance du placement par le tribunal	Art. 568.1 C.c.Q.	Art. 24	
Effets de l'ordonnance de placement	Art. 569, 573 C.c.Q.	Art. 25, 26	
Nom attribué par le tribunal	Art. 576 C.c.Q	Art. 29	
Effets du prononcé de l'adoption	Art. 577, 577.1 C.c.Q	Art. 30	
Devoir d'information du DPJ	Art. 71.3.4 LPJ	Art. 61	
Avis du DPJ à l'égard de l'intérêt de l'enfant quant à la reconnaissance des liens pré existants de filiation	Art. 71.3.5 al. 2 LPJ	Art. 61	

OBJECTIF 2

POSSIBILITÉ D'ÉTABLIR DES ENTENTES DE COMMUNICATION ENTRE L'ADOPTANT ET DES MEMBRES DE LA FAMILLE D'ORIGINE DE L'ENFANT ADOPTÉ

Objet de la modification	Articles du Code civil et de la LPJ	Articles du PL 113	Modification apportée
Possibilité de convenir par écrit d'une entente de communication entre l'adoptant et des membres de la famille adoptive dans l'intérêt de l'enfant	Art. 579 C.c.Q	Art. 32	<ul style="list-style-type: none"><li>Le DPJ aura dorénavant le devoir, avant de présenter une demande d'ordonnance de placement, d'informer l'enfant, les parents, le tuteur ou l'adoptant de la possibilité de convenir d'une entente de communication par écrit pour la durée du placement et après l'adoption.</li><li>Le DPJ doit fournira les services d'accompagnement requis, lorsque demandé, si les parties concernées manifestent un intérêt pour convenir d'une telle entente et si cette entente est conclue avant l'ordonnance de placement. Il pourra également faciliter une entente concernant uniquement l'échange de renseignements en servant d'intermédiaire pour préserver, par exemple, la confidentialité des parties. Il cesse d'agir à la date de fin convenue à l'entente et jusqu'à majorité de l'enfant ou à la demande d'une des parties.</li><li>Un médiateur accrédité en matière familiale sera mis à la disposition des parties après l'ordonnance de placement pour négocier ou réviser une entente, après l'ordonnance de placement, ainsi qu'en cas de différend.</li><li>Une trajectoire de service est actuellement en élaboration entre le MSSS et le MJQ avec le soutien du CISSSME.</li></ul>
Nécessité d'obtenir le consentement de l'enfant âgé de 10 ans et plus	Art. 579 al. 2 C.c.Q	Art. 32	
Possibilité de recourir à un médiateur accrédité	Art. 442.1 CPC	Art. 51	
Devoir d'information du DPJ	Art. 71.3.4 par. 2 LPJ	Art. 61	
Services d'accompagnement du DPJ	Art. 71.3.4 al.2 et 3 LPJ	Art. 61	

OBJECTIF 3

CRÉATION DE LA TUTELLE SUPPLÉTIVE COMME ALTERNATIVE À L'ADOPTION D'UN ENFANT

Objet de la modification	Articles du Code civil et de la LPJ	Articles du PL 113	Modification apportée
Introduction de la tutelle supplétive	Art. 178 C.c.Q	Art.8	<ul style="list-style-type: none"><li>La tutelle supplétive permet aux parents qui se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leur rôle parental de désigner une ou deux personnes à qui déléguer ces charges. Dans l'éventualité où l'un des parents exerce seul ces charges, il peut les partager avec une autre personne. La tutelle supplétive est restreinte à des situations particulières : ex. dans le cas où il y a désintéressement d'un parent et, attachement entre l'enfant et un tiers ou lorsqu'un parent est absent ou décédé.</li><li>Une ou deux personnes peuvent être nommées afin d'agir à titre de tuteur supplétif. Seules les personnes suivantes peuvent être nommées tuteurs supplétifs: le conjoint de l'un des parents, un ascendant de l'enfant (grands-parents), un parent de l'enfant en ligne collatérale jusqu'au troisième degré (ex. : frère et sœur ou oncle et tante) et son conjoint.</li><li>La désignation d'un tuteur supplétif doit être autorisée par le tribunal à la demande des parents de l'enfant. Une personne peut aussi s'adresser au tribunal pour être désigné tuteur supplétif.</li><li>Le tribunal doit s'assurer que les parents consentent à la désignation du tuteur supplétif. À défaut, il peut quand même autoriser la désignation si c'est dans l'intérêt de l'enfant (ex. : l'un des parents de l'enfant est introuvable).</li><li>La demande concernant la désignation d'un tuteur supplétif doit être notifiée au DPJ si l'enfant fait l'objet d'un signalement. Le DPJ peut agir de plein droit dans ces demandes.</li><li>Le consentement de l'enfant âgé de 10 ans est nécessaire; le tribunal peut l'autoriser malgré le refus exprimé, sauf si l'enfant est âgé de 14 ans et plus.</li><li>Le tribunal compétent est la Cour supérieure sauf si la Cour du Québec est déjà saisie d'une demande en matière de protection de la jeunesse, la désignation</li></ul>
Conditions de la tutelle supplétive	Art.187 199.1, 199.2, 199.3, 199.4, 199.5 C.c.Q	Art. 9, 10	
Effets de la tutelle supplétive	199.6, 199.7 C.c.Q	Art.10	
Fin de la tutelle supplétive	199.8, 199.9 C.c.Q	Art.10	
Règles de procédure civile concernant la tutelle supplétive	Art. 37, 312, 336 al.1, 393 394, 403.1 CPC	Art. 41, 42, 43, 44, 45, 46	
Notification au DPJ	403.1 CPC	Art.46	

			<p>du tuteur supplétif est alors présentée à cette cour.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le tuteur supplétif se voit confier l'ensemble des droits et obligations liés aux responsabilités parentales sauf les dispositions relatives à la nomination d'un tuteur datif et à la déchéance de l'autorité parentale. La désignation du tuteur supplétif emporte la suspension des charges de tuteur légal et de titulaire de l'autorité parentale pour le parent qui n'est pas en mesure de les exercer pleinement. Ainsi, un enfant ne peut se retrouver avec plus de deux figures parentales.</li><li>• La tutelle supplétive prend fin : à la demande du tuteur supplétif, à l'ouverture d'une tutelle dative ou lorsque le parent est rétabli dans ses charges par le tribunal après avoir démontré qu'il est à nouveau en mesure de remplir son rôle parental.</li></ul>
--	--	--	---

OBJECTIF 4

RECONNAISSANCE DES EFFETS JURIDIQUES DE L'ADOPTION COUTUMIÈRE TRADITIONNELLEMENT PRATiquÉE EN MILIEU AUTOCHTONE

Objet de la modification	Articles du Code civil et de la LPJ	Articles du PL 113	Modification apportée
Délivrance du certificat d'adoption coutumière	Art. 129, 140, 149.1 C.c.Q.	Art. 1, 5, 6	<ul style="list-style-type: none"><li>• Une autorité désignée par chaque communauté autochtone sera mandatée pour délivrer le certificat qui atteste de l'adoption coutumière, après s'être assurée du respect de la coutume, notamment que les consentements requis ont été valablement donnés et que l'enfant a été confié à l'adoptant. L'autorité compétente s'assurerait aussi que l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant.</li><li>• Le certificat d'adoption délivré serait ensuite transmis au Directeur de l'état civil. Celui-ci dresserait un nouvel acte de naissance conforme à la filiation de l'enfant.</li><li>• Si la coutume le permet, l'adoption coutumière pourrait prévoir le maintien de droits et d'obligations entre l'adopté et son parent d'origine.</li></ul>
Contenu du certificat d'adoption coutumière	Art. 132.01 C.c.Q.	Art. 3	
Notification au Directeur de l'état civil et nouvel acte de naissance	Art. 132, 132.1 C.c.Q.	Art. 2, 4	
Désignation de l'autorité compétente	Art. 152.1 C.c.Q.	Art. 7	

Objet de la modification	Articles du Code civil et de la LPJ	Articles du PL 113	Modification apportée
Rôle de l'autorité compétence	Art. 543.1, C.c.Q.	Art. 13	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il y n'y aurait donc pas d'intervention judiciaire dans ce processus d'adoption afin de respecter la coutume autochtone.</li> <li>Dans les cas où la délivrance d'un certificat d'adoption coutumière serait demandée pour un enfant faisant l'objet d'un signalement au directeur de la protection de la jeunesse (DPJ), l'autorité compétente l'obligation de demander l'avis du DPJ pour déterminer si une telle adoption coutumière serait dans l'intérêt de l'enfant.</li> <li>Le DPJ doit considérer l'adoption coutumière pour un enfant dont il a pris la situation en charge s'il estime qu'il s'agit d'une mesure susceptible d'assurer l'intérêt de cet enfant et le respect de ses droits. Il pourrait ainsi l'envisager comme un projet de vie pour assurer la permanence des liens et la stabilité de l'enfant.</li> <li>Une aide financière pourrait être accordée pour favoriser l'adoption ou la tutelle coutumière autochtone dont la situation de l'enfant est prise en charge par le DPJ.</li> <li>Les adoptions coutumières d'enfants domiciliés hors du Québec, mais au Canada, par des parents adoptants domiciliés au Québec, seraient reconnues soit par l'autorité autochtone, soit par le tribunal si l'adoption résulte d'une décision judiciaire.</li> <li>La reconnaissance de telles adoptions ne serait possible que pour les enfants domiciliés au Canada, compte tenu des conventions internationales auxquelles le Québec et le Canada ont adhéré et des règles fédérales d'immigration.</li> </ul>
Reconnaissance de l'adoption coutumière d'un enfant domicilié hors du Québec au Canada	Art. 565.2, 574.1 C.c.Q.	Art. 22, 28	
Effets de l'adoption coutumière	Art. 577.1, 578.1, 581 C.c.Q.	Art. 30, 31, 33	
Reconnaissance de l'adoption coutumière comme mesure de protection de la jeunesse	Art. 2.4, 71.3.1, 156 LPJ	Art. 54, 61, 86	
Responsabilité exclusive du DPJ	Art. 32 par. 2 h1)	Art. 56	
Avis du DPJ et dispositions concernant la communication de renseignements entre le DPJ et une autorité compétente	Art. 71.3.2 LPJ	Art. 61	
Aide financière	Art.71.3.3, 132 par.2 e.1) LPJ	Art.61	

OBJECTIF 5

RECONNAISSANCE DES EFFETS JURIDIQUES DE LA TUTELLE COUTUMIÈRE TRADITIONNELLEMENT PRATiquÉE EN MILIEU AUTOCHTONE

Objet de la modification	Articles du Code civil et de la LPJ	Articles du PL 113	Modification apportée
Introduction de la tutelle coutumière	Art. 199.10 C.c.Q.	Art.10	<ul style="list-style-type: none"><li>Le Code civil aménage les règles concernant la tutelle supplétive pour reconnaître les particularités de la tutelle coutumière autochtone.</li><li>Cette tutelle a lieu suivant les conditions de la coutume autochtone, lesquelles doivent être en harmonie avec les principes fondamentaux de l'intérêt de l'enfant, du respect de ses droits et du consentement des parents, des tuteurs et de l'enfant s'il est en âge de comprendre.</li><li>Les effets d'une telle tutelle sont les mêmes que ceux prévus au Code civil pour la tutelle supplétive. Le tuteur supplétif se voit confier l'ensemble des droits et obligations liés aux responsabilités parentales (charges de tuteur légal et de titulaire de l'autorité parentale). La désignation du tuteur supplétif emporte la suspension des responsabilités pour le parent qui n'est pas en mesure de les exercer pleinement; un enfant ne peut se retrouver avec plus de deux figures parentales.</li><li>Contrairement à l'adoption coutumière, aucun changement n'est apporté à la filiation de l'enfant.</li><li>L'autorité compétente autochtone sera responsable de délivrer un certificat concernant la désignation d'un tuteur en conformité avec la coutume d'une communauté autochtone (les mêmes conditions de délivrance que celles déjà prévues en matière d'adoption coutumière).</li><li>Ce certificat ne serait pas notifié au directeur de l'état civil puisqu'il ne témoigne aucunement d'une modification d'un lien de filiation.</li><li>Le même mécanisme de consultation et d'avis par le DPJ que celui prévu pour l'adoption coutumière est introduit à la LPJ. Une aide financière sera également être prévue par règlement.</li></ul>
Effets de la tutelle coutumière autochtone	Art. 199.6, 199.7 C.c.Q	Art. 10	
Reconnaissance de l'adoption coutumière comme mesure de protection de la jeunesse	Art. 2.4, 71.3.1 LPJ	Art. 54, 61	
Responsabilité exclusive du DPJ	Art. 32 par. 2 h1)	Art. 56	
Avis du DPJ et dispositions concernant la communication de renseignements entre le DPJ et une autorité compétente	Art. 71.3.2 LPJ	Art. 61	
Aide financière	Art.71.3.3, 132 par.2 e.1) LPJ	Art.61	

OBJECTIF 6

MODIFICATION DES RÈGLES RÉGISSANT LA CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ADOPTION ET DES RÈGLES FACILITANT LES RETROUVAILLES DE LA FRATRIE

Objet de la modification	Articles du Code civil et de la LPJ	Articles du PL 113	Modification apportée
Droit aux origines, droit du parent biologique d'obtenir les renseignements identificatoires concernant l'adopté majeur, exception quant au refus	Art. 583, 584.1 C.c.Q	Art.35, 37, 102	<b>Les nouvelles règles relatives à la communication de l'identité et au contact</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>L'adoptant</b> a le devoir d'informer l'enfant sur le fait qu'il a été adopté.</li><li>• Le <b>DPJ</b> est tenu de confirmer à l'adopté âgé de 14 ans qu'il a été adopté, à sa demande.</li><li>• De plus le <b>DPJ</b> a le devoir d'informer l'adopté de son statut lorsque celui-ci atteint l'âge de la majorité et que ses parents d'origine présentent une demande de renseignements le concernant.</li><li>• L'adopté a désormais le droit de connaître son nom d'origine (identité primaire) si celui-ci ne révèle pas l'identité du parent d'origine qui a placé un refus à la divulgation de son identité.</li><li>• La communication de l'identité des parties entre elles et leurs retrouvailles deviennent la règle, à moins d'opposition de leur part par l'inscription d'un refus à la communication de l'identité ou au contact.</li><li>• Un refus au contact pourra être inscrit en tout temps par l'adopté ou son parent d'origine. Lors de la première demande de renseignements les concernant le DPJ communiquera avec la personne concernée pour l'informer de cette demande et lui donner l'occasion d'inscrire un refus au contact.</li><li>• Un refus à la communication de l'identité cesse d'avoir effet au premier anniversaire du décès de son auteur (parent d'origine ou adopté), y compris les refus de plein droit.</li><li>• L'enregistrement des refus à la communication de l'identité ou au contact sera intégré dans le module ADOQI arrimé à PIJ (gestion des refus). La personne</li></ul>
Effets du refus	Art. 583.1, 583.2, 583.4 583.9 C.c.Q	Art.35	
Impossibilité ou incapacité de manifester sa volonté	Art. 583.3 C.c.Q	Art.35	
Conditions pour inscrire un refus	Art. 583.4, 583.5, 583.6, 583.7 C.c.Q	Art.35, 102	
Personne introuvable	Art. 583.7 al.2 C.c.Q	Art. 35	
Retrait du refus	Art. 583.8, 583.9 C.c.Q	Art.35	
Retrouvailles de la fratrie	Art.583.10 C.c.Q	Art.35	
Obligation de l'adoptant envers l'adopté	Art. 583.11 C.c.Q	Art. 35	



Conditions pour obtenir des renseignements médicaux en cas de procréation assistée	Art.542 C.c.Q	Art. 11	<p>qui souhaite inscrire un tel refus pourra le faire au moyen d'un formulaire disponible sur le web et sur demande.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'identité communiquée alors qu'il y a un refus de contact le serait à la condition de respecter ce refus; le non-respect de cette condition engagerait la responsabilité civile du demandeur de l'information qui pourrait, en plus, être tenu à des dommages-intérêts punitifs.</li> <li>• Les établissements exploitant un CPEJ et le Ministre bénéficieront d'un accès facilité aux banques de données détenues par des organismes publics afin d'identifier et de localiser les personnes recherchées. Les moyens pour obtenir l'accès à ces données varient selon chaque organisme et actuellement en élaboration (entente, autorisation, etc.).</li> </ul> <p><b>Uniquement pour les adoptions postérieures à la réforme envisagée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un refus à la communication de l'identité d'un parent d'origine ne peut être inscrit que dans l'année de naissance de l'enfant; cette inscription entraînerait automatiquement, à l'égard du parent, un refus à la communication de la nouvelle identité de l'enfant. Le parent d'origine serait informé de la première demande de renseignements le concernant pour maintenir ou retirer son refus.</li> </ul> <p><b>Uniquement pour les adoptions antérieures à la réforme envisagée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parents d'origine pourront inscrire un refus à la communication de leur identité entre le 16 juin 2018 et le 16 juin 2019, par la suite, jusqu'à la réception d'une première demande de renseignements les concernant; une campagne d'information est prévue en 2 phases : au début de l'automne 2018 (1) et au printemps 2019 (2) ainsi que des relations de presse entre juin 18 et septembre 18.</li> <li>• Un refus à la communication d'identité, envers chacun de ses parents d'origine est inscrit de plein droit au bénéfice de tout adopté lors de l'entrée en vigueur des nouvelles règles.</li> <li>• Les refus de consentement à révéler son identité et de retrouvailles manifestés dans le passé seront transformés en refus à la communication d'identité et en</li> </ul>
Conditions pour obtenir des renseignements médicaux en cas d'adoption	Art. 584 C.c.Q	Art.36	
Obligation de la RAMQ de transmettre les informations nécessaires à la mission du CPEJ et du Ministre de la santé et des services sociaux pour l'application des articles 583 et 584	Art.65 Loi sur l'assurance-maladie	Art.39	
Devoirs du DPJ	Art. 71.3.4 par.3, 71.3.6 LPJ	Art. 61	
Contenu du sommaire	Art.71.3.7 LPJ	Art. 61	
Devoirs du CPEJ à l'égard d'une demande concernant une recherche d'antécédents sociobiologiques, de renseignements médicaux ou de retrouvailles	Art.71.3.12. 71.3.13, 71.3.14 LPJ	Art. 61	
Inscription des refus prévus à l'art.583 du C.c.Q. auprès du CPEJ	Art.71.3.15 LPJ	Art. 61	
Pouvoir d'exiger des renseignements pour des fins de recherches d'antécédents ou de localisation d'une personne en vue de retrouvailles	Art. 71.3.16 LPJ	Art. 61	
Possibilité de communiquer un renseignement contenu au dossier d'un usagé à un CPEJ	Art.19 LSSSS	Art. 87	

<p>Possibilité de communiquer un renseignement contenu au dossier de la mère biologique d'un usager au DPJ ou au Ministre et à l'adopté de 14 ans et plus qui en fait la demande</p>	<p>Art. 19.0.01 LSSSS</p>	<p>Art. 88</p>	<p>refus au contact; les bénéficiaires pourront retirer ces refus en tout temps.</p> <p><b>La communication des renseignements médicaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La démonstration de la gravité du préjudice a été supprimée pour donner un accès plus facile aux renseignements médicaux;</li> <li>• La demande d'accès aux renseignements médicaux n'est plus adressée au tribunal mais plutôt à l'établissement exploitant un CPEJ. L'établissement devra obtenir le consentement de la personne pour communiquer le nom de son médecin et permettre à celui-ci de transmettre les renseignements requis en préservant la confidentialité des parties. Des démarches sont actuellement en cours pour informer les médecins de ces règles.</li> </ul> <p><b>Retrouvailles de la fratrie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le CPEJ aura désormais la responsabilité de communiquer les renseignements concernant une personne adoptée et sa fratrie uniquement dans les cas où le parent d'origine est décédé depuis plus de 12 mois ou s'il n'a pas inscrit un refus à la divulgation de son identité ou si la communication de renseignements ne permet pas de révéler l'identité du parent d'origine du parent ayant inscrit un tel refus.</li> <li>• La demande de l'adopté ou du frère ou de la sœur de l'adoptée sera inscrite au dossier d'adoption et conservée par l'établissement. L'établissement jouera alors un rôle passif; il ne ferait aucune intervention pour faire savoir à la personne recherchée qu'une demande de renseignements la concernant lui a été signifiée. Ces renseignements seraient communiqués seulement lorsque les demandes venant des deux parties auront été manifestées auprès de l'établissement à la fois pour les demandes de divulgation d'identité ou de contact.</li> </ul> <p><b>Services d'accompagnement offerts</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mineur âgé de 14 ans et plus devrait être soutenu dans la cadre d'une démarche de recherche d'antécédents et de retrouvailles, ce qui est déjà une pratique instaurée au sein des établissements. Les services d'accompagnement psychosocial devront, par équité, être également offerts à toute autre personne adoptée, aux parents biologiques, ainsi qu'aux frères et sœurs biologiques qui en auraient besoin.</li> </ul>
--	-------------------------------	----------------	---

			<b>Pouvoir d'exiger des renseignements</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les CPEJ et le Ministre auront un accès facilité aux données détenues par des organismes publics afin d'identifier et de localiser des personnes recherchées.</li> </ul>
--	--	--	--

OBJECTIF 7

HARMONISATION DES RÈGLES CONCERNANT L'ADOPTION D'ENFANTS HORS QUÉBEC

Objet de la modification	Articles du Code civil et de la LPJ	Articles du PL 113	Modification apportée
Demandes relatives à l'adoption – mentions obligatoires	Art 431.1 CPC	Art. 47	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les demandes relatives à l'adoption d'un enfant doivent comporter les mentions obligatoires suivantes : nom, date et lieu de naissance, lieu de résidence et de domicile, nationalité, statut au Canada. Elles doivent aussi mentionner celles de ses parents d'origine si elles sont connues.</li> <li>Les nouvelles règles régissant la communication des renseignements relatifs à l'adoption s'appliquent également à l'adoption internationale. Toutefois la communication est subordonnée au consentement de la personne recherchée ou du parent d'origine dont l'identité serait révélée par la communication à l'enfant de son nom d'origine, à moins que la loi du pays d'origine ne prévoie autrement.</li> <li>Des services d'accompagnement psychosocial sont offerts à toute personne domiciliée au Québec qui entreprend des démarches d'antécédents ou de retrouvailles. Le ministre détermine par règlement l'établissement désigné pour offrir ces services.</li> <li>L'adoptant a l'obligation d'entreprendre les démarches pour obtenir un jugement d'adoption ou une reconnaissance de décision.</li> <li>À la demande du ministre, le DPJ peut prendre, en lieu et place de l'adoptant, toutes les mesures nécessaires pour les entreprendre, les mener à terme ou y mettre fin.</li> <li>L'adoptant a l'obligation de transmettre les rapports d'évolution de l'enfant.</li> <li>Lorsqu'un enfant est pris en charge par le DPJ après son adoption (prononcée</li> </ul>
Confidentialité des renseignements relatifs à l'adoption	Art. 583.12 C.c.Q	Art. 35	
Accompagnement psychosocial	Art. 71.15.5 LPJ	Art. 72	
Finalisation des démarches d'adoption Rapports d'évolution de l'enfant	Art. 71.8.1 LPJ	Art. 67	
Enfant pris en charge par la DPJ	Art. 71.9 LPJ	Art. 68	
Statut de l'enfant au Canada	Art 562.2 CPC	Art. 19	



ADOQI | Services demandés

<b>Total des services demandés</b>	<b>4372</b>
<b>Fermés</b>	2515
<b>En cours</b>	1857

ADOQI | Répartition par groupe d'âge d'utilisateurs ayant une demande en cours

<b>Nombre total</b>	<b>366</b>	<b>100%</b>
<b>Âge ≥ 60 ans</b>	147	40%
<b>Âge entre 40 et 60 ans</b>	126	34%
<b>Âge entre 20 et 40 ans</b>	86	23%
<b>Âge ≤ 20 ans</b>	07	02%

ADOQI | Répartition des services demandés par catégorie

<b>Nombre total</b>	<b>4372</b>	<b>100%</b>
<b>Divulgence d'identité</b>	2454	56%
<b>Retrouvaille</b>	1392	32%
<b>Sommaire d'antécédents</b>	497	11%
<b>Sce de collaboration inter-établissement</b>	29	01%

ADOQI | Gestion des refus

	<b>Nombre d'utilisateurs</b>	<b>Nombre de services inscrits</b>
<b>Total</b>	99	198
<b>Inscription de refus</b>	78	129
<b>Retrait de refus</b>	21	69